

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1992, chapitre 55

## LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES HEURES ET LES JOURS D'ADMISSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

---

### **Projet de loi 59**

présenté par M. Gérald Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

Présenté le 26 novembre 1992

Principe adopté le 8 décembre 1992

Adopté le 18 décembre 1992

**Sanctionné le 18 décembre 1992**

---

**Entrée en vigueur: le 18 décembre 1992**

---

### **Loi modifiée:**

Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1)



**Éditeur officiel**  
Québec





## CHAPITRE 55

### Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux

[Sanctionnée le 18 décembre 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. H-2.1,  
a. 2, remp.

**1.** L'article 2 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1) est remplacé par le suivant:

Heures  
d'admission

**« 2.** Sous réserve des articles 5 à 14, le public ne peut être admis dans un établissement commercial qu'entre:

1° 8h00 et 17h00, le samedi et le dimanche et qu'entre 8h00 et 21h00, les autres jours de la semaine;

2° 8h00 et 17h00, les 24 et 31 décembre;

3° 13h00 et 17h00, le 26 décembre s'il tombe un samedi ou un dimanche et qu'entre 13h00 et 21h00, s'il tombe un autre jour de la semaine. ».

c. H-2.1,  
a. 3, mod.

**2.** L'article 3 de cette loi, modifié par l'article 18 du chapitre 26 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° le dimanche de Pâques; ».

c. H-2.1,  
a. 4, ab.

**3.** L'article 4 de cette loi est abrogé.

c. H-2.1,  
a. 5, mod.

**4.** L'article 5 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

c. H-2.1,  
a. 6, mod.

**5.** L'article 6 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et »;

2° par la suppression, dans la septième ligne du premier alinéa, des mots « ou d'autres produits d'épicerie »;

3° par la suppression, dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa, des mots « le dimanche et »;

4° par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

c. H-2.1,  
a. 7, mod.

**6.** L'article 7 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 1° du premier alinéa, de ce qui suit: « et pourvu qu'au plus 4 personnes assurent le fonctionnement de l'établissement en dehors des heures prévues à l'article 2 ainsi que les jours visés par l'article 3 »;

3° par le remplacement des deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas par le suivant:

« personnes »

« Pour l'application du paragraphe 1° du premier alinéa, le mot « personnes » exclut les professionnels régis par la Loi sur la pharmacie (chapitre P-10) et les personnes affectées exclusivement à la préparation des médicaments. ».

c. H-2.1,  
a. 8, mod.

**7.** L'article 8 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « exclusivement » par le mot « principalement »;

3° par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le paragraphe suivant:

« 3° que des antiquités. »;

4° par la suppression du deuxième alinéa.

c. H-2.1,  
a. 9, mod.

**8.** L'article 9 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « le dimanche et » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « exclusivement » par le mot « principalement » ;

3° par la suppression du deuxième alinéa.

c. H-2.1,  
a. 10, mod.

**9.** L'article 10 de cette loi, modifié par l'article 170 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « le dimanche et » ;

2° par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° un lieu d'activités sportives ou un centre culturel et pourvu que n'y soient offerts en vente, principalement et en tout temps, que des produits se rapportant à l'activité exercée ; ».

c. H-2.1,  
a. 11, ab.

**10.** L'article 11 de cette loi est abrogé.

c. H-2.1,  
aa. 12 à  
14, mod.

**11.** Les articles 12 à 14 de cette loi sont modifiés par la suppression, partout où ils apparaissent, des mots « le dimanche et ».

c. H-2.1,  
a. 28, mod.

**12.** L'article 28 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Délai d'ap-  
plication

« Le premier alinéa cesse de s'appliquer le 18 décembre 1997. Toutefois, à l'égard d'un bail ou d'une autre convention qui lie l'exploitant le 18 décembre 1992, le premier alinéa cesse de s'appliquer à la date d'expiration de ce bail ou de cette convention si celle-ci est postérieure au 18 décembre 1997. ».

c. H-2.1,  
a. 28.1, aj.

**13.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 28, du suivant :

Interdic-  
tion

« **28.1** Il est interdit à l'exploitant d'un établissement commercial de congédier, de suspendre ou de déplacer une personne à son emploi le 18 décembre 1992, d'exercer à son endroit des mesures discriminatoires ou des représailles, ou de lui imposer toute autre sanction pour le motif que cette personne a refusé de travailler, durant la période du 18 décembre 1992 au 18 décembre 1995, un dimanche ou entre 19h00 et 21h00 un lundi ou un mardi.

Recours de  
la victime

La personne qui croit avoir été victime d'une pratique ainsi interdite peut faire valoir ses droits auprès d'un commissaire du

travail nommé en vertu du Code du travail (chapitre C-27), au même titre que s'il s'agissait d'une sanction prise à l'endroit d'un salarié à cause de l'exercice par celui-ci d'un droit lui résultant de ce Code. Les articles 15 à 20, 118 à 137, 139, 139.1, 140, 146.1 ainsi que les articles 150 à 152 du Code du travail s'appliquent alors, compte tenu des adaptations nécessaires.

Infraction  
et peine

Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 24, l'exploitant qui contrevient au premier alinéa ou qui a ordonné, autorisé ou conseillé la contravention ou qui y a consenti.

Disposition  
non appli-  
cable

Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'un établissement commercial lorsqu'il est visé par les articles 5 à 14, sauf s'il s'agit d'un établissement qui n'offre principalement en vente, en tout temps, que les produits visés à l'article 6 et dont le fonctionnement est assuré par plus de 4 personnes à la fois à un moment ou l'autre de la journée.

Disposition  
applicable

L'article 19 s'applique aux fins du présent article. ».

Conformité  
aux normes

**14.** L'exploitant d'un établissement commercial qui, en vertu de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, était soumis à des normes moins restrictives que celles résultant des modifications apportées par les articles 1 à 11 de la présente loi a jusqu'au 17 janvier 1993 pour se conformer à ces nouvelles normes.

Entrée en  
vigueur

**15.** La présente loi entre en vigueur le 18 décembre 1992.